

[ISRAËL, CENTRE DU MONDE]

HISTOIRE D'UNE HYPOCRISIE. JUSTEMENT EN RAISON DE LEUR PASSÉ CRIMINEL, IL Y A, POUR LES ALLEMANDS, DEVOIR D'INGÉRENCE AUX CÔTÉS DES PALESTINIENS. CE QUI N'A RIEN À VOIR AVEC UN QUELCONQUE RÉVISIONNISME, BIEN AU CONTRAIRE !

## Allemagne-Israël : la "normalisation" ?

LUDWIG WATZAL

**L**es relations germano-israélienne n'ont jamais été aussi bonnes qu'après l'arrivée au pouvoir de la coalition rouge-verte du chancelier Gerhard Schröder. Elles n'ont même pas souffert de la guerre limitée entre Israéliens et Palestiniens. Nulle critique, en Allemagne, sur Israël. Le rapport à Berlin, vu de Jérusalem, vient, en importance, juste derrière celui à Washington. Le gouvernement allemand est devenu le principal avocat d'Israël au sein de l'Union Européenne. Comment en est-on arrivé là? Les bouleversements dramatiques de 1989-90 ont fondamentalement changé la donne internationale pour les deux États sur qui la menace ne pèse plus : le premier n'est plus à l'avant-poste de la guerre froide et s'est déplacé au cœur de l'Europe centrale;

les voisins du second ont perdu avec l'URSS leur allié primordial, Israël ne risquant plus rien au plan militaire. D'autant que de nombreux États, parmi lesquels certains pays arabes, autrefois hostiles ont normalisé leurs relations avec les Israéliens depuis le début du processus de paix. Et il a fallu l'intransigeance du gouvernement Barak sur la souveraineté palestinienne pour que ces relations nouvelles se détériorent. Les deux États s'apprentent à adapter leur politique extérieure aux nouvelles réalités, c'est-à-dire à la *normaliser* en quelque manière. Au bout de ce processus de normalisation il y a pour Israël l'égalité de droits dans le concert des nations, mais l'État hébreu a encore, de ce point de vue, du chemin à parcourir.

Malgré la pleine souveraineté recouvrée de l'Allemagne, les relations à Israël, 55 ans après l'effondrement du national-socialisme et la disparition de ce régime de terreur, il n'est pas encore question de *normalité* dans les relations à l'État hébreu. L'héritage implique toujours et pour assez longtemps une responsabilité et une pesanteur historiques que les Israéliens ne sont pas seuls à rappeler aux Allemands, les hommes politiques de RFA en restant bien conscients. Par exemple Christian Sterzing qui coordonne la politique extérieure du groupe Alliance 90/Verts au *Bundestag* : "Les relations germano-israéliennes conserveront une nature particulière"; toutes les tentatives de leur imprimer une marque de normalité auraient échoué; la "singularité" de ces relations serait simplement devenue une partie de l'identité allemande; on ne sortirait pas, même à l'avenir, du "spectre d'Auschwitz"; un "tact extrême" s'imposant dans toute critique d'Israël, car il s'agirait d'une "périlleuse acrobatie" <sup>1</sup>. Ce qu'on a à nouveau pu constater de fait lors de la visite de Schröder en Israël où il n'a même pas voulu faire passer un message politique. Alors que le chancelier soulignait encore lors de celle d'Arafat à Berlin en mars 2000 "le droit des Palestiniens à leur État". Pourtant, les relations germano-israéliennes s'étaient assez stabilisées pour qu'une médiation devienne possible.

Il n'est par contre que de lire le compte rendu des débats sur le

Proche-Orient au *Bundestag* avant le voyage de Schröder fin octobre 2000; on a l'impression qu'Israël se trouve au bord du gouffre; à part Karl Lamers de la CDU (démocrates-chrétiens) et Wolfgang Gehrcke du PDS (ex-communistes) formulant une critique très modérée en manière de question. SPD (sociaux-démocrates) et CSU (chrétiens-sociaux bavarois) ont démontré plus que de la compréhension pour les positions israéliennes. Une discussion qui illustre avant tout un système de lâcheté. Conséquence d'une perception aussi déformée et restrictive des réalités israéliennes, l'ignorance complète de nos élites quant aux injustices dont les Palestiniens sont les victimes. Par le passé, lorsque l'Allemagne osait, dans le cadre de la Communauté européenne, se prononcer de manière un peu plus "critique" à l'endroit d'Israël, cela entraînait des turbulences considérables dans les rapports bilatéraux; aujourd'hui, notre ministre des Affaires étrangères Joschka Fischer ne s'y hasarde que très timidement, alors que l'UE souligne dans sa dernière déclaration à Berlin du 26 mars 1999 "le droit permanent et sans réserve des Palestiniens à l'autodétermination y compris l'option en découlant de l'indépendance étatique" <sup>2</sup>.

Entre États souverains prévalent d'ordinaire des rapports fondés sur les intérêts. Entre nous et Israël, c'est différent. Une majorité de nos hommes politiques se refusent à traiter l'État hébreu en

pays *normal*. C'est historiquement compréhensible mais cela restreint notre marge de manœuvre vis-à-vis d'Israël et plus généralement des pays de la région. Paradoxe : Israël se considère comme un État-nation *normal*; d'ailleurs, c'est bien ainsi qu'il est perçu et traité par la communauté internationale. L'objectif du sionisme n'était-il pas et ne reste-t-il pas de normaliser la situation du peuple juif? L'essayiste Henryk M. Broder écrivait dans *Der Spiegel* : "Israël est entre-temps devenu un pays normal, minablement normal"<sup>3</sup>. Avi Primor, ancien ambassadeur d'Israël à Bonn et actuel vice-président de l'université de Tel-Aviv, compare le rapport entre Israéliens et Allemands à une blessure depuis longtemps refermée, mais dont la cicatrice serait restée extrêmement sensible<sup>4</sup>. Ceci alors qu'Israël va "naturellement (demeurer) lié à l'Allemagne et ancré en Europe" pendant les décennies à venir<sup>5</sup>. Ces relations entre les deux pays dépendraient néanmoins largement de la sincérité et de l'intensité du sentiment de commune responsabilité quant au passé, explique Primor. Question par contre : à quels moments la blessure se met-elle à tirer et pour combien de générations? Et le journaliste israélien Tom Segev d'insister dans une interview au *Spiegel* le 3 avril 1995 : "nos relations se sont entre-temps normalisées, mais c'est le contraire qui s'est produit, l'Holocauste est plus présent que jamais". Constat qui vaut aussi bien pour Israël que pour la République Fédérale. En

particulier depuis la réunification. Exemples : les débats pulvérisés sur le livre au demeurant dénué d'une quelconque valeur scientifique de Daniel Jonah Goldhagen, le Mémorial de l'Holocauste, le discours "nationaliste" de l'écrivain Martin Walser suivi d'une controverse avec l'ancien dirigeant de la communauté juive d'Allemagne Ignaz Bubis, la république de "Berlin" et la césure historique impliquée par le changement de capitale, etc<sup>6</sup>.

Or, la véritable *normalisation* n'entraînerait en aucun cas une relativisation de la faute historique. Comme le déclare l'historien Moshe Zuckermann : il y a d'une part l'Holocauste qui se situe hors critères; mais la normalisation des relations germano-israéliennes s'est opérée au niveau des gouvernements et non entre les sociétés; alors que le débat des historiens allemands à propos du national-socialisme (*Historikerstreit*), l'âpre discussion concernant l'exposition sur la *Wehrmacht* hitlérienne et celle, enflammée, déclenchée par le livre de Goldhagen démontrent que l'Allemagne n'est pas devenue un pays "normal"; de même que l'État juif fondé en 1948 se voulait idéal, reposant sur des valeurs d'égalité abandonnées dans la dernière période au bénéfice d'une idéologie "romantico-nationaliste", et qu'il aura fort à faire pour réaliser cette "normalité"<sup>7</sup>.

Si l'Allemagne veut adopter vis-à-vis d'Israël une *realpolitik* à la

française, il lui faut accepter de distinguer entre l'Holocauste dont elle est responsable et la politique israélienne qui est le fait des gouvernements israéliens successifs. Proposition d'Yvonne Deutsch, des "Femmes en noir", aux Allemands dans *Publik Forum* du 4 juin 1993 : ils doivent apprendre à gérer le reproche d'antisémitisme ; "critiquer la politique de l'État d'Israël n'a rien à voir avec l'antisémitisme ; il est temps de séparer les questions de l'Holocauste et d'Israël ; le génocide est une chose, la persécution des Palestiniens en est une autre ; on ne peut pas condamner l'une et se taire devant l'autre".

De même le philosophe Y. Leibowitz lors d'une interview télévisée : l'Holocauste et une longue histoire de persécutions ne disculpent pas le peuple juif des violences exercées sur les Palestiniens durant trente années d'occupation ; les péréquations du présent sur le passé sont inacceptables ; cette position ne devant évidemment pas servir à relativiser l'Holocauste.

De même Felicia Langer, une avocate israélienne vivant en Allemagne et titulaire du "contre-Nobel" : les Allemands, justement en raison de leur responsabilité historique, ne doivent plus se taire ; il leur faut arrêter de céder au chantage israélien <sup>8</sup>.

Pendant plus de trois décennies, l'Allemagne n'a perçu chez les Palestiniens qu'un problème de réfugiés. Après la guerre des Six-Jours, le gouvernement alle-

mand, même si les sympathies allaient à Israël, s'en tint à une stricte neutralité. On mit du temps à prendre conscience du problème palestinien. Dans le contexte, cependant, d'une Allemagne divisée, il était logique que les Allemands soulignent le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ce qui valait également pour les Palestiniens. La répression, la discrimination et l'étranglement économique dont ils faisaient l'objet, par contre, furent médiocrement retenus. Citons le politiste Kenneth Lewan : "la robe de bure, dans le rapport à Israël, convenait d'autant moins que les dommages infligés aux Palestiniens, prévisibles, étaient pris en compte ; la République Fédérale a beau se complaire dans le rôle de l'arbitre impartial, elle ne peut dissimuler ses préférences ; et elle ne peut nous convaincre de son impuissance à faire quelque chose dans ce contexte ; les Allemands peuvent faire beaucoup" <sup>9</sup>. La partie arabe ne devant d'ailleurs pas trop miser sur les jeunes générations chez qui le sentiment d'injustice est évidemment répandu, mais pour lesquelles Israël fait tout de même exception ; eux aussi ont le sentiment que prime la dette historique et morale vis-à-vis de l'État hébreu.

Les choses ont pourtant commencé à bouger à la fin des années 60 avec le gouvernement social-libéral dont le chancelier Willy Brandt avait pour objectif d'élargir la marge de manœuvre politique et économique au

Proche-Orient. D'où les phrases du ministre des Affaires étrangères Walter Scheel au journal *Yediot Aharonot* en 1969 : "nous avons un rapport avec Israël comme avec tous les autres pays; un rapport qui n'a rien de particulier". Fière affirmation qui allait se révéler bientôt illusoire. L'Allemagne voulait-elle démontrer un exercice de "normalité" en s'associant aux cinq autres membres de la CEE dans une première déclaration commune du 13 mars 1971 appelant Israël à se retirer des Territoires occupés, à indemniser les réfugiés arabes et à l'internationalisation de Jérusalem? Le pays, bien que la déclaration insistât sur le droit d'Israël à des frontières sûres, devait réagir avec irritation : l'Allemagne aurait reculé devant la politique pro-arabe de la France. Le gouvernement comprit sur quel terrain sensible il s'était engagé. Deuxième étape : la visite d'État de Willy Brandt en Israël le 7 juin 1973 : le chancelier allait souligner que l'Allemagne avait un intérêt à un bon rapport avec tous les États de la région et déclasser les relations germano-Israéliennes qui, de *particulières*, se voyaient assigner désormais un *caractère particulier*. Et Brandt de renchérir lors du trentième anniversaire de l'État hébreu, rappelant que sa naissance s'était opérée au prix de nouvelles souffrances : "le malheur des autres, des Palestiniens, pèse lourd". Troisième phase : la volonté d'Israël de maintenir sa politique d'occupation et de colonisation et une plus grande compréhens-

sion, en conséquence, pour les Palestiniens. En particulier sous le chancelier Helmut Schmidt avec encore plus d'objectivité et de graves bouleversements dans les relations germano-Israéliennes. La politique de Schmidt fut interprétée par les Israéliens comme un véritable tournant : le gouvernement allemand plaçait désormais pour l'autodétermination et une "patrie" aux Palestiniens. Point d'orgue une fois Menahem Begin arrivé au pouvoir le 16 mars 1977 et sous l'effet de sa politique de colonisation. Schmidt allait durcir le ton et Begin réagir de façon fort peu diplomatique : un pays qui avait assassiné six millions de Juifs parmi lesquels un million et demi d'enfants n'avait pas de leçons à donner à Israël; il y avait quelque chose d'"immonde" dans cette façon de se laver les mains du sang juif dans le pétrole arabe.

La période Kohl ramena le calme dans les relations entre les deux pays. Une raison majeure : la CDU s'abstenait de toute critique quant à Israël et s'alignait sur les positions américaines, ce qui ne manqua pas d'accentuer la distance vis-à-vis des Palestiniens. Notre diplomatie ne mentionnait plus, en ce qui les concernait, le droit à l'autodétermination.

Il n'y avait aucune raison de penser que la transition à un gouvernement rouge-vert allait provoquer des frictions entre Israël et l'Allemagne. Gerhard Schröder n'avait-il pas garanti en tant que

candidat, lors d'une visite en Israël, la continuité? Avocat particulièrement vivace des Israéliens, notre ministre des Affaires étrangères Joschka Fischer. Il avait promis à Ehud Barak l'accueil de quatre cents collaborateurs libanais qui furent - action nuit et brouillard - transférés à Hambourg où les services de l'Intérieur les protègent; ces derniers n'ont pas été soumis à une instruction pour crimes de guerre et bénéficient par rapport aux autres d'un traitement de faveur puisque non procédurier; impossible d'obtenir des informations les concernant.

La gauche a depuis longtemps oublié le temps où elle manifestait bruyamment pour les droits des Palestiniens et autres peuples opprimés. Elle s'est elle aussi dans sa majorité alignée sur les Américains et promet avec véhémence leur politique de néo-colonialisme. Il y a bien eu rupture au sein de la gauche durant la guerre du Golfe avec des manifestations contre les USA et donc implicitement Israël, mais ces gens restent minoritaires tant au SPD que chez les Verts.

Depuis Oslo les Allemands se contentent de critiquer la politique israélienne des implantations. Les massives violations des droits de l'Homme par le gouvernement israélien comme par celui du régime d'Arafat vis-à-vis des Palestiniens ne font pas l'objet, en Allemagne, de critique publique. L'ancien ministre des Affaires étrangères Klaus Kinkel

n'avait-il pas assuré son homologue israélien du gouvernement Netanyahu, David Lévy, du plein soutien de Bonn? Pour critiquer la colonisation lors de la dernière visite d'Arafat à Bonn à l'automne 1997. De même, Fischer a promis au printemps 1999 l'appui total de l'Allemagne au ministre israélien de l'époque, Ariel Sharon.

En mars 1997 l'Allemagne est le seul pays européen qui se soit abstenu lors du vote à l'ONU sur la politique israélienne de colonisation à Jérusalem-est (Har Homa), parce que Klaus Kinkel avait donné instruction en ce sens, contre l'avis de ses conseillers, en raison de "notre histoire particulière" – justification aujourd'hui passablement anachronique. Ce qui entraîna des représentations des ambassadeurs arabes à l'*Auswärtiges Amt*. L'Allemagne devait finir par voter à la mi-novembre 2000 la condamnation de cette politique.

L'Allemagne a le devoir de s'engager en faveur d'Israël, mais également des Palestiniens et pour deux raisons. D'abord, ceux-ci sont les victimes innocentes d'une occupation et d'une répression; ensuite parce qu'on s'oriente vers une solution de type bantoustan à la sud-africaine qui n'est ni dans l'intérêt de l'Europe ni dans celui de l'Allemagne; elle n'apportera pas la paix et nuira à la politique de l'UE en Méditerranée. De la même manière, nous ne devrions

plus financer l'émergence d'une nouvelle dictature en terre arabe<sup>10</sup>. Un tournant qui exigerait de l'Allemagne une attitude nouvelle face à Israël : il n'est absolument pas question de refouler le passé, mais de s'affirmer - dans l'éthique.

Traduit de l'allemand par Vera DURKHEIM

1. Cf. Ludwig WATZAL, *Das "Besondere" bleibt bestehen, Das Parlament*, 22-10-2000.
2. *Bulletin*, n° 30, 26-5-1999, p.332
3. *Der Spiegel*, 12-6-1995.
4. Cf. Avi PRIMOR, "...mit Ausnahme Deutschlands". *Als Botschafter Israels in Bonn*, Berlin, 1997, p. 265. Et son interview dans *Der Spiegel* du 5-5-1997, p.60.
5. *Ibid.* p.269.
6. Cf. Daniel Jonah GOLDHAGEN, *Hitler's Willing Executioners. Ordinary Germans and the Holocaust*, New York, 1997 et la critique dévastatrice par Norman FINKELSTEIN & Ruth Bettina BIRN, *Eine Nation auf dem Prüfstand. Die Goldhagen-These und die historische Wahrheit*, Hildesheim, 1998; Andrej S. MARKOVITS & Simon REICH, *Das deutsche Dilemma. Die Berliner Republik zwischen Macht und Machtverzicht*, Berlin, 1998.
7. "Mit Schuldgefühlen ist nichts getan", conversation de Ludwig WATZAL avec Moshe ZUCKERMANN, *Universitas* 52, 1997, 616, p.961 et version légèrement abrégée in *Frankfurter Rundschau* du 17-10-1997; interview de Moshe ZUCKERMANN par l'auteur, *Der lange Weg zum dauerhaften Frieden im Nahen Osten führt über Katastrophen*, *Das Parlament* du 22-8-1997.
8. Cf. Felicia LANGER, *Brücke der Träume. Eine Israelin geht nach Deutschland*, Göttingen, 1994, p.206-208 et de la même, *Zorn und Hoffnung*. Autobiographie, Göttingen, 1991 et 1996.
9. Kenneth M. LEWAN, *Sühne oder neue Schuld? Deutsche Nahostpolitik im Kielwasser der USA*, Jérusalem & Ottawa, 1984, p.7-8.
10. Cf. Adel S. ELIAS, *Dieser Frieden heisst Krieg. Israel und Palästina - die feindlichen Brüder*, Munich, 1997, p.317.